
H-France Review Vol. 12 (August 2012), No. 118

William Doyle, ed., *The Oxford Handbook of the Ancien Régime*. Oxford and New York: Oxford University Press, 2012. xiv + 583 pp. Tables, figures, notes, bibliographies, and index. £95.00. (hb). ISBN 978-0-19-929120-5.

Compte-rendu par Reynald Abad, Université Paris-Sorbonne (Paris IV).

Les historiens de la France moderne ne peuvent que se réjouir de voir la prestigieuse collection *Oxford Handbooks* accueillir un volume consacré à l'Ancien Régime. Conformément à l'esprit de cette collection, l'ouvrage rassemble une vaste série de contributions thématiques, dans lesquelles des universitaires font le point sur l'état des savoirs et des débats dans leur domaine de compétence. La direction de l'entreprise a été assurée par William Doyle, professeur émérite à l'Université de Bristol, bien connu pour ses travaux sur l'histoire politique et sociale de la France du dix-huitième siècle, en particulier sur les parlements, la noblesse, la vénalité des offices et la Révolution française. Dans l'introduction, il rappelle que, si la formule *Ancien Régime* a été imposée par les révolutionnaires pour désigner l'ordre préexistant qu'ils entendaient détruire à jamais, elle est immédiatement devenue un sujet de conflit intellectuel, et elle demeure jusqu'à nos jours un objet de discussion historiographique. Non seulement l'Ancien Régime suscite toutes sortes d'interprétations, mais il est même susceptible de toutes sortes de définitions quant à son extension géographique ou chronologique. Dès lors, William Doyle conçoit l'ouvrage qu'il a dirigé comme une mise à jour historiographique sur l'Ancien Régime, entendu comme réalité préexistante à la Révolution, mais aussi comme concept susceptible de s'appliquer à d'autres lieux et d'autres périodes que la France des derniers Bourbons. [1] Cette intention se lit clairement dans le plan de l'ouvrage: si les cinq premières parties annoncent un tableau méthodique de l'Ancien Régime par domaine (gouvernement, société, économie, religion, culture), la sixième interroge ses facteurs de dissolution et la septième consiste dans une mise à l'épreuve du concept lui-même. L'ensemble comprend au total une trentaine de contributions, dont on trouvera la liste complète à la fin de cette recension.

Il ne saurait être question ici de rendre compte de toutes ces contributions, un peu parce qu'il serait difficile d'analyser scientifiquement des textes brefs—de quinze à vingt pages en moyenne—et nécessairement fondés sur la littérature existante plutôt que sur des recherches originales, surtout parce qu'il serait ridicule de prétendre argumenter avec compétence dans tous les champs et sous-champs de l'histoire moderne. On se contentera donc de formuler trois observations de portée générale sur le livre dans son entier.

La première observation concerne les thèmes traités, ou plus exactement les thèmes non traités. En effet, plein d'ingratitude pour l'immense effort que représentent les ouvrages collectifs, le lecteur ne peut jamais s'empêcher d'en repérer les manques, qui lui apparaissent comme des lacunes, mais qui peuvent n'être que le reflet de ses propres recherches ou préoccupations. Ce livre n'échappe évidemment pas à la règle. Au risque de trahir des vues personnelles, il faut se résoudre à dresser cet inventaire des domaines qui auraient sans doute mérité une contribution, soit du fait de leur importance sous l'Ancien Régime, soit du fait des progrès récents de la recherche. Dans la première partie, on aurait apprécié un chapitre sur la Cour, évoquée ici ou là au fil de l'ouvrage, mais qui reste néanmoins un angle mort, malgré son importance à la fois comme moyen de gouvernement, comme conglomérat de départements civils et militaires, comme lieu de vie et d'habitation pour de nombreuses catégories de personnes. Dans cette

même partie, on aurait encore souhaité un chapitre sur le territoire, dans sa définition, ses frontières, son organisation, ainsi qu'un autre sur le maintien de l'ordre, à travers la question de la police et de la justice, tous ces thèmes étant à peu près totalement absents du livre. La deuxième partie, qui privilégie à juste titre des aspects d'histoire sociale travaillés en profondeur par la recherche actuelle, n'en laisse pas moins de côté l'écrasante majorité des populations d'Ancien Régime, qui n'étaient ni nobles, ni pauvres, ni même bourgeoises, quelle que soit la manière dont on tranche le difficile problème de définition soulevé par ce terme. Par ailleurs, le nécessaire chapitre consacré à l'histoire du genre ne peut rendre compte de l'histoire de la parenté, qui est un champ de recherche autonome, dont l'objet n'est pas l'étude de l'identité sexuelle, mais celle des relations familiales. La troisième partie présente malheureusement une économie sans marchés ni boutiques—le chapitre sur le commerce ne porte que sur le grand commerce, voire le négoce—sans artisanat ni industrie—le chapitre sur les mutations techniques traite de la question du progrès comme facteur de civilisation. Dans la cinquième partie, on aurait pu attendre quelques autres chapitres encore: un sur la culture matérielle, qui rende compte non seulement du vêtement, évoqué brièvement dans divers passages, mais aussi des objets et de l'habitat, au moins en milieu urbain; un autre sur les loisirs, qui, en bonne logique, ne peuvent apparaître qu'à la périphérie du chapitre consacré au concept d'espace public né des théories d'Habermas; un autre, enfin, sur la question du patriotisme et de l'émergence du sentiment national, question qui peut difficilement être évacuée au prétexte que le nationalisme proprement dit serait une réalité postérieure à l'Ancien Régime.[2] Encore une fois, cette énumération de thèmes absents ne doit pas être envisagée comme une critique intellectuelle, mais plutôt comme un espoir déçu, peut-être même comme un rêve éveillé, si l'on tient compte du fait que la prise en compte de toutes ces attentes aurait porté le nombre des contributions d'une trentaine à une quarantaine, voire davantage.

La deuxième observation porte sur la manière dont les différents auteurs ont cerné la question à traiter, et donc défini l'Ancien Régime. En effet, William Doyle a choisi délibérément de ne pas fixer le moindre cadre préétabli aux contributeurs. Il explique clairement, en introduction, avoir refusé de leur imposer des choix personnels ou prématurés, préférant laisser à chacun l'entière liberté de traiter, dans son domaine, la question de l'Ancien Régime comme il l'entendait.[3] La rançon de ce choix, c'est l'extrême hétérogénéité des contributions en termes chronologiques et géographiques—du moins dans les six premières parties, la septième constituant, par nature, un objet intellectuel original, sur lequel on reviendra plus loin en détail.

Concernant la période traitée, si toutes les contributions ont nécessairement la Révolution pour horizon, elles font, en revanche, débiter leur étude à des moments très variables: les derniers siècles de l'époque médiévale (*Demography*), le seizième siècle (*Absolute Monarchy*), le début du dix-septième siècle (*Popular religion*), le milieu du dix-septième siècle (*Armed Forces*), le début du dix-huitième siècle (*Sociability*), le milieu du dix-huitième siècle (*Education*). On trouve même un chapitre centré chronologiquement sur la période révolutionnaire, utilisée, d'un point de vue méthodologique, comme un observatoire de la situation immédiatement antérieure (*Diplomacy*).

Concernant la zone géographique couverte, les divergences sont encore plus saisissantes. Alors qu'une courte majorité d'auteurs traitent exclusivement de la France, les autres ont une approche européenne. Et, lorsqu'il en est ainsi, au gré des chapitres, l'analyse donne la priorité à la France (*Finances*), ou bien elle envisage tous les pays sans en privilégier aucun (*The Established Church*)—au point, dans un cas extrême, de se transformer en une suite d'études pays par pays (*Dissent and Toleration*)—ou bien encore elle consacre l'essentiel de son attention à des pays autres que la France (*Technological Change*).

En somme, chaque contributeur a traité de sa spécialité dans les limites de son choix, sans avoir même à s'expliquer sur les motifs l'ayant poussé à attribuer à l'Ancien Régime telle profondeur chronologique ou telle extension géographique. Bien entendu, cette définition personnelle n'est pas nécessairement arbitraire: elle peut s'expliquer par un événement historique fondateur, des traditions intellectuelles ou

un état de la recherche propres au champ concerné. Néanmoins, il demeure que, de ce fait, l'ouvrage offre une collection d'études dont la qualité est indéniable—certaines sont même remarquables de maîtrise et d'intelligence—mais qui ne sont pas suffisamment congruentes entre elles pour constituer un panorama cohérent.

La troisième observation porte sur le concept d'Ancien Régime. En effet, la question de savoir quelles bornes on fixe à l'Ancien Régime soulève, plus fondamentalement, la question de savoir comment on comprend l'Ancien Régime. La plupart des contributions s'en tiennent implicitement à l'idée que l'Ancien Régime renvoie à un lieu et à une période—et peu importe ici qu'il s'agisse, au sens le plus étroit, de la France de Louis XVI, ou, au sens le plus large, de l'Europe moderne. Mais, quelques contributions, soit parce qu'elles abordent des domaines indépendants des évolutions politiques (*Technological Change*), soit précisément parce qu'elles portent sur des questions déterminant l'interprétation de ces évolutions politiques (*Bourgeoisie*), envisagent, plus ou moins furtivement, l'Ancien Régime comme un concept désignant un stade d'évolution historique des sociétés européennes. Il paraît d'ailleurs significatif que certains auteurs glissent occasionnellement de la formule *Ancien Régime* aux formules *old regime* ou *old order*—ce fut d'ailleurs naguère le titre d'un livre de William Doyle lui-même^[4]—comme s'il s'agissait d'éviter qu'on prenne l'expression *Ancien Régime* dans un sens étroitement contextuel. Plus révélateur encore est le recours ponctuel à des expressions comme *the commercial Ancien Régime* (*Commerce*) ou *the demographic old order* (*Demography*), qui témoignent d'un usage délibérément conceptualisé des expressions en question. Dès lors, on éprouve un peu de regret à l'idée que les contributeurs aient traité consciencieusement de leur domaine sous l'Ancien Régime, sans chercher à déterminer ce que signifie ou pourrait signifier au juste le concept d'Ancien Régime dans leur domaine.

Autrement dit, il est peut-être dommage que la réflexion sur le concept d'Ancien Régime ait été réservée à la dernière partie, alors qu'elle aurait pu, sinon s'imposer comme un principe directeur, du moins courir comme un fil d'Ariane tout au long du livre. Il est vrai que le lecteur est en grande partie dédommagé par le caractère stimulant de cette septième partie, qui interroge en profondeur la définition, la perception et la postérité de l'Ancien Régime, à partir de points de vue plus ou moins décentrés. Le chapitre intitulé *Reformed und Unreformed Britain, 1689-1801*, en développant l'idée que la Grande-Bretagne d'après la Glorieuse Révolution n'était déjà plus un Ancien Régime, incite évidemment à réfléchir sur l'usage que l'historien peut faire de cette formule, dès l'instant qu'il franchit les frontières du royaume de France. *Colonial America* explique pourquoi, malgré la survenue d'une véritable révolution politique, le concept d'Ancien Régime a si rarement été convoqué pour désigner rétrospectivement les Treize Colonies avant l'Indépendance, tant par les révolutionnaires eux-mêmes, que par les historiens après eux. *The Napoleonic Regimes*, en étudiant ce que les régimes successifs forgés par Napoléon Bonaparte doivent à l'Ancien Régime et à la Révolution, illustre la rigueur méthodologique qu'exige toute réflexion historique confrontée à la difficile question de savoir si l'Ancien Régime, en France ou ailleurs, a survécu au-delà de la date généralement admise pour celle de sa mort. Enfin, *The Old Reich* aborde non seulement la question de savoir si le Saint Empire Romain Germanique peut être assimilé à un Ancien Régime, mais celle, plus intéressante encore, de la place tenue par une telle assimilation dans l'histoire politique mouvementée de l'Allemagne du dix-neuvième siècle, en particulier dans les débats sur ce que devait être l'organisation de la nation allemande. Autant de contributions qui soulignent la difficulté d'exporter dans le temps et dans l'espace le concept d'Ancien Régime, mais incitent à continuer de le mettre à pareille épreuve, afin de mieux le cerner scientifiquement.

En fin de volume, William Doyle offre une conclusion marquée par l'autonomie—il livre une analyse personnelle et non un bilan des contributions—et la brièveté—il est vrai qu'il a déjà eu l'occasion de donner ailleurs ses clés de lecture de l'Ancien Régime.^[5] Il y reedit sa conviction que la formule *Ancien Régime* est difficile à traduire, parce qu'elle reste foncièrement liée à une réalité française apparue, au mieux, au début du seizième siècle, accomplie au dix-huitième siècle et disparue au début du dix-

neuvième siècle, même si cette réalité fut aussi un remarquable avatar d'un type de civilisation assez largement partagé en Europe, ce qui justifie qu'on emploie la formule de manière extensive sur le plan géographique. En tout état de cause, William Doyle considère que, contrairement à ce qu'un livre fameux avait jadis voulu démontrer,[6] l'Ancien Régime en Europe était définitivement vaincu au sortir de l'ère napoléonienne, malgré de nombreuses et parfois tenaces survivances de toute nature jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, voire l'entre-deux-guerres.

On aura compris, à la lecture de cette recension, que ce livre sera, durant quelques décennies, un outil de référence sur la France d'Ancien Régime. Même si l'on aurait aimé que l'ouvrage fût plus homogène dans ses chapitres et plus ambitieux dans son élan, la qualité intrinsèque des contributions, prises isolément, en fait d'excellentes lectures pour les étudiants, du moins ceux de langue anglaise, car les brèves bibliographies offertes à la fin de chaque chapitre privilégient souvent les livres en anglais. Les chercheurs tireront eux-mêmes le plus grand profit des contributions qui ne relèvent pas de leur champ de spécialité, d'autant que les notes font une plus large place aux travaux non anglophones, quoique la bibliographie française reste étrangement sous-représentée dans quelques-uns des chapitres pourtant consacrés exclusivement à la France.

List of Essays

Part One. Government

Peter R. Campbell, "Absolute Monarchy"
Hamish Scott, "Diplomacy"
David Parrott, "Armed Forces"
Joël Félix, "Finances"
Julian Swann, "Parlements and Provincial Estates"

Part Two. Society

John Shovlin, "Nobility"
Sarah Maza, "Bourgeoisie"
Gail Bossenga, "Estates, Orders and Corps"
Alan Forrest, "Poverty"
Julie Hardwick, "Gender"

Part Three. Economy

Jack A. Goldstone, "Demography"
Anthony Crubaugh, "Feudalism"
Peter M. Jones, "Agriculture"
Sylvia Marzagalli, "Commerce"
William Doyle, "Slavery and Serfdom"

Part Four. Religion

Nigel Aston, "The Established Church"
Robin Briggs, "Popular Religion"
Thomas O'Connor, "Jansenism"
Marisa Linton, "Dissent and Toleration"

Part Five. Culture

Dorinda Outram, "Education"
Pierre-Yves Beaurepaire, "Sociability"
Mark Ledbury, "Patronage"

Thomas E. Kaiser, "The Public Sphere"

Part Six. Solvents?

Thomas Munck, "Enlightenment"

Christine MacLeod and Alessandro Nuvolari, "Technological Change"

Michael Rapport, "Revolution"

Part Seven. Test Cases

Michael Broers, "The Napoleonic Regimes"

Julian Hoppitt, "Reformed und Unreformed Britain, 1689-1801"

Christopher Clark, "Colonial America"

Peter H. Wilson, "The Old Reich"

NOTES

[1] "The aim of this book is to present the pre-revolutionary order, and the template it offers for studying areas and periods beyond eighteenth-century France" (p. 6).

[2] Ce que semble suggérer William Doyle, lorsqu'il écrit: "Nationalism, a force only embryonic before 1789, emerged in the course of the nineteenth century as a mainspring of international ambition and conflict" (p. 560).

[3] "No attempt has been made to forge a force consensus. Contributors have been at liberty to interpret their themes in whatever ways seem appropriate to them" (p. 6).

[4] *The Old European Order, 1660-1800* (Oxford: Oxford University Press, 1978; 2nd ed., 1992).

[5] *The Ancien Regime* (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 1986; 2nd ed., 2001).

[6] Arno J. Mayer, *The Persistence of the Old Regime: Europe to the Great War* (New York: Pantheon Books, 1981).

Reynald Abad

Université Paris-Sorbonne (Paris IV)

reynald.abad@free.fr

Copyright © 2012 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172